

Le 5 juin pour la première fois il va y avoir un vote à l'Assemblée nationale, les députés s'exprimeront « pour ou contre l'abrogation de la retraite à 64 ans ». Pour nous à la CGT c'est toujours non et on appelle toutes les travailleuses, tous les travailleurs, les commingeois à se mobiliser.

Grâce aux énormes mobilisations de 2023, aujourd'hui encore près de 70 % de la population est pour abroger la loi. C'est un sondage réalisé récemment qui le dit.

Dans un contexte de tensions internationales on explique aux salariés, aux retraités, et aux privés d'emplois qu'il faudrait faire des sacrifices. On nous explique qu'il faudrait renoncer à nos droits, aux services publics.

Nous la CGT, nous refusons que cette énième crise serve de nouveau de prétexte à un abaissement des garanties et droits collectifs.

Nous devons continuer de nous battre et nous mobiliser pour l'abrogation de la réforme des retraites et refuser la capitalisation. Il est hors de question que ça soit aux retraités et aux salariés de se serrer encore la ceinture quand les dividendes des actionnaires continuent à battre des records. Il est hors de question de basculer d'un système solidarité et équitable par répartition à un système qui creuse les inégalités, et qui est injuste avec la capitalisation.

Nous à la CGT nous refusons de sacrifier les emplois. Nous refusons que sous prétexte d'une énième crise, et que sous prétexte de tensions internationales s'accroissent encore davantage les plans sociaux. En France c'est déjà plus de 4000

emplois supprimés dans le secteur de l'habillement. Les plans de licenciements collectifs se sont accélérés. La haute Garonne n'est pas exempt, et le Comminges et le Savès ne sont pas épargnés. Nous vivons dans une zone rurale mais nous refusons de vivre dans un désert médical, un désert de services publics, un désert d'emplois. Nous voulons pouvoir nous soigner, travailler, étudier sur notre lieu de vie. Nous ne voulons pas devoir nous déplacer jusqu'à Toulouse ou autre pour avoir accès à ces services, notamment quand on connaît la difficulté liée à la mobilité. Certes des lignes ferroviaires existent mais les dysfonctionnements sont tels qu'ils sont désespérants de pouvoir bénéficier d'un service de qualité. C'est ce qu'on défend : dans le Comminges comme partout ailleurs on doit pouvoir vivre dignement et travailler, vivre dignement et avoir accès à des services publics de qualité et de proximité. On ne veut pas être sacrifiés ni se sacrifier. On veut pouvoir vivre dignement, travailler mais on ne veut pas y laisser notre santé. Par notre travail on produit des richesses, on doit pouvoir bénéficier d'une retraite heureuse, c'était ça aussi le projet du conseil national de la résistance. Aujourd'hui on se bat pour conserver nos conquêtes sociales. C'est pour cela que l'on appelle tous les commingeois à se mobiliser sur le territoire pour défendre la justice sociale, l'égalité : ça passe par la défense de notre retraite, de nos emplois, de nos salaires. Pour que nos revendications soient entendues le jour du vote à l'assemblée nationale. Si on veut que nos revendications soient mises en œuvre il faut créer un rapport de force. C'est pour cette raison qu'il faut être le plus grand nombre à Saint Gaudens comme partout ailleurs ni en France le 5 Juin. Si on se tait, qu'on baisse les bras et qu'on se replie sur nous-même on se soumet, on subit. Alors on vous donne rendez-vous le 5 juin à 11H pour un rassemblement devant la sous-préfecture de Saint Gaudens. À Toulouse la

manifestation aura lieu à 14h à Jean Jaurès, et à Muret à 18h sur allées Niels.